

L'Humain d'abord



Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 3 au 16 juin 2013 – n°125

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

Michèle Picard «Une politique municipale ambitieuse est un rempart contre la crise»

La maire PCF de Vénissieux, Michèle Picard, revient sur l'action de sa commune pour faire face à la crise dans un contexte rendu plus difficile encore par les politiques d'austérité.

Envoyée spéciale. Vous avez déposé plainte pour non-assistance à personne en danger et atteinte à la dignité humaine à la suite du suicide d'une dame âgée menacée d'expulsion fin avril, de quoi ce drame est-il le signe ?

Michèle Picard. Chaque année, je prends 3 arrêtés contre les expulsions locatives, les saisies mobilières et les coupures d'énergie. Depuis 2 ans, j'ai beaucoup insisté sur tous les drames que ces situations engendrent, malheureusement, le suicide de cette dame reconnue fragile m'a donné raison. En 4 ans, la crise est devenue de plus en plus criante et prégnante dans le quotidien. On a atteint une bascule psychologique, les gens envisagent désormais le pire.

Comment se traduit la crise économique et sociale sur votre territoire ?

Michèle Picard. Elle s'amplifie de mois en mois. En un an, 12 000 personnes sont passées par nos services sociaux, soit une augmentation de 20%. Le nombre d'expulsions est, lui, presque stable, car un important travail social est mené en amont. Par contre, tous les autres voyants sont au rouge. Nous vivons une situation aberrante. Nous avons 2 660 entreprises et près de 30 000 emplois. Mais nous avons également un taux de chômage qui avoisine les 27%, et qui peut grimper chez les jeunes dans certains quartiers jusqu'à 40%. Lorsque l'État n'est plus garant du triptyque éducation-formation-emploi, ce n'est pas sans conséquence.

Une municipalité de gauche comme Vénissieux peut-elle être un rempart pour la population ?

Michèle Picard. Développer une politique sociale ambitieuse et accessible est effectivement un rempart. Vénissieux compte aujourd'hui environ 62 000 habitants. La ville a retrouvé une attractivité. Ce n'est pas uniquement parce qu'il y a des promoteurs ou des bailleurs, c'est aussi parce qu'il y a des tarifs sociaux, des infrastructures et des services publics importants. On essaie d'utiliser tous ces leviers, mais dans un contexte national où les communes sont aussi mises à mal, c'est de plus en plus difficile.

La politique nationale d'austérité a-t-elle des conséquences ?

Michèle Picard. Bien sûr, l'État va réduire ses dotations aux collectivités de 4,5 milliards d'euros d'ici à 2015, sans compter les transferts de compétences sans compensation financière. On marche sur la tête. L'investissement public est réalisé à 71% par les collectivités. Si une commune ne peut plus investir, c'est le vivre ensemble, voire la République, qui est attaqué. Si elle ne peut plus construire un gymnase ou rénover une école, ce sont les générations futures qui sont mises à mal. Décréter ainsi l'austérité va marquer le retour du déterminisme social. En même temps, la ville reste un lieu de résistance. Parce que les habitants y ont le pouvoir d'interpeller leurs élus. Parce que la commune peut aussi mener des combats avec eux. C'est cette possibilité qu'offrent les élus communistes.

Cette crise se traduit aussi par la montée de l'extrême droite et l'abstention massive. Comment le percevez-vous ?

Michèle Picard. Il y a un an, les citoyens ont viré Sarkozy. Aujourd'hui, cette gauche qui n'apporte pas de solutions, qui continue l'austérité, donne du grain à moudre au FN. Aux dernières législatives, le FN a été contenu à environ 17% à Vénissieux (21,6% sur la circonscription - NDLR) mais, avec la déception actuelle vis-à-vis de la gauche, c'est inquiétant. Il faut sans cesse rappeler que, malgré son image qu'il essaie de polir, le FN ne combat pas le capitalisme. Il se nourrit de la misère comme du repli communautaire qui se développe dans certaines villes où l'islam se radicalise. Travailler à un islam tolérant, du vivre ensemble, et renforcer la laïcité peut aider à l'endiguer. Quant à l'abstention, elle n'est pas née de rien. C'est aussi un aspect de la désindustrialisation. Quand une industrie disparaît, on ne perd pas seulement de l'emploi, mais aussi de la transmission politique, syndicale, des valeurs de lutte...

Les politiques menées au plan local peuvent-elles avoir un impact sur ces phénomènes ?

Michèle Picard. L'éducation populaire permet d'armer les citoyens et de donner à voir l'intérêt général, au-delà des agglomérats d'intérêts particuliers. C'est pourquoi nous avons, entre autres, créer un conseil municipal des enfants à la rentrée 2012, et mis en place des conseils de quartiers qui permettent cette réflexion sur un projet, non pas particulier, mais collectif. Mais c'est aussi, et peut-être d'abord, une responsabilité des partis politiques. **Entretien réalisé par l'Humanité**

SOMMAIRE

- P1 **Édito** - Sommaire - nouvelles affiches J.C 38
- P2 Agenda - 16 juin pour changer de cap
- P3 **Résolution adoptée par le CN des 25 et 26 mai 2013 portant sur les élections municipales, européennes et sénatoriales de 2014**
- P4 A lire - Chômage ; Europe, décentralisation, ferroviaire
- P5 L'Huma Dimanche de 30/5, élections, Commission Européenne
- P6 Manif, salaires des patrons, mariage, Syrie, travail du dimanche
- P7 A voir sur l'internet + pétition ; métier d'enseignant, Palestine et Moustaki
- P8-11 **le dernier numéro du RES LIB, publication du secteur Droits et Libertés du PCF**
- P12-13 **tract PCF contre la 5^e République**
- P14 Interdiction du Parti Communiste Hongrois...
Un premier pas vers l'amnistie sociale
souscrivez à l'Huma



L'affiche jaune des communistes isérois qui interpelle Marine Le Pen

Agenda

Réunions de soutien aux Roms les lundis 17H30

Réunions des Indignés

Le mardi 19h30 pique-nique ensemble sur le quai de Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce quai illégalement privatisé par quelques-uns

le samedi de 14H30 à 17H30 table des Amis de la Terre pour faire signer les pétitions contre le centre des Congrès d'Accoyer

Lundi 3 juin 18H Conseil départemental PCF74

Mardi 4 juin 20H réunion Chaîne Humaine contre les haines

Mercredi 5 juin 19H repaire Là-bas si j'y suis Le Dersim Meythet

20h Le Parnal film " Notre Monde" et débat Attac

NOTRE MONDE

UN FILM DE THOMAS LACOSTE

FAITES DE LA POLITIQUE
ET SI POSSIBLE AUTREMENT...

SORTIE NATIONALE LE 13 MARS 2013

Jeudi 6 juin - 20h - Cinéma Le France - Thonon : La (leur) dette, notre démocratie, documentaire de Nicolas Ubelman et Sophie Mitrant - proposé par Attac Chablais - org. Les Bobines du Léman

Samedi 8 juin Conférence régionale PCF Rhône-Alpes

Lundi 10 juin réunion Collectif Palestine

Mercredi 12 Alterlocal Projection de "CHARBON ARDENT"

Jeudi 13 juin 20h Cinéma Le France Thonon Promised Land, en coordination avec Cellule Verte et Non au Gaz de Schiste 74 - org. Les Bobines du Léman

Vendredi 14 juin à 20h30 à la médiathèque de Bonneville: « Un auteur, un livre, une rencontre... » Rencontre littéraire avec Marie-Hélène Lafon en partenariat avec la médiathèque

A.G. des Amis de la Terre 74

Dimanche 16 juin (voir ci-contre)

CHANGER DE CAP

POUR LA FRANCE ET L'EUROPE

Plus de 40 organisations politiques à gauche, syndicales, associatives, des personnalités...

ont décidé de débattre et créer des convergences pour « changer de cap pour la France et l'Europe ».

L'ensemble des forces du Front de gauche, Europe Écologie Les Verts, Gauche Avenir, ATTAC, Copernic, des syndicats de la CGT, de Solidaires de la FSU...

seront présents, avec tous les citoyens et les citoyennes qui le souhaitent, le dimanche 16 juin à Montreuil.

Notre pays s'enfoncé dans une crise économique, sociale, écologique, démocratique.

Le choix de l'austérité, de la compétitivité à tout prix et du dogme de la réduction de la dette et de la dépense publique appauvrissent les peuples de France et d'Europe, cassent les solidarités, aggravent les inégalités, empêchent la transition écologique et nous enferment dans le productivisme. Ces politiques s'imposent sans les peuples et contre eux.

Ces orientations conduisent à l'échec.

Un an après son élection, le divorce est profond entre François Hollande et la majorité des Français qui subissent la crise. Ceux-ci ne se retrouvent pas dans les choix économiques du gouvernement, qui se plie aux logiques dominantes de la finance et du patronat, consistant à une captation toujours plus grande par le capital des richesses produites par le travail.

Si la loi concernant le mariage pour tous a été votée, elle n'efface pas tout une série de choix régressifs comme le « choc de compétitivité » payé par la hausse de la TVA, l'adoption du Traité budgétaire européen et de l'ANI, la poursuite de la casse des services publics, les attaques sur les retraites et la protection sociale, la régularisation extrêmement restrictive des sans-papiers, l'absence d'ambition écologique. Aucune grande réforme démocratique n'est entreprise pour favoriser l'implication citoyenne et faire de l'égalité une réalité.

Abandonnés la loi d'amnistie des syndicalistes, le droit de vote des résidents étrangers aux élections locales dès 2014, le renforcement de la proportionnelle, le non cumul des mandats, les droits nouveaux des salariés pour la reprise de leur entreprise...

Il faut mettre un coup d'arrêt à cette politique, enclencher un processus qui nous permette de changer de cap !

Sans cela, l'accroissement continu du chômage et la désespérance sociale risquent d'ouvrir la voie à une droite revancharde et à l'extrême droite.

L'avenir n'est pas joué.

Des résistances s'organisent et s'activent, des idées bouillonnent, des alternatives se construisent ; il s'agit de renforcer ces mobilisations sociales, politiques et idéologiques pour ouvrir des espaces de débat et engager de nouvelles dynamiques majoritaires porteuses d'espoir et d'alternative.

Tous ceux et celles qui se retrouvent dans ce constat et ce projet, militant-e-s politiques de gauche, syndicaux et associatifs, intellectuels, artistes, hommes et femmes qui le souhaitent, dans le respect de leur diversité, organisations, doivent se retrouver pour changer les rapports de force, imposer et mettre en œuvre une autre politique.

<https://www.assises16juin.fr>

Résolution adoptée par le CN des 25 et 26 mai 2013 portant sur les élections municipales, européennes et sénatoriales de 2014

Une nouvelle phase politique s'ouvre. Un an après son élection, le gouvernement Ayrault confirme le cap de l'austérité, de la compétitivité. La crise politique, sociale et économique de la France et de l'Europe, s'aggrave. Le PCF engage une nouvelle étape de lutte et de rassemblement afin qu'un mouvement le plus large possible d'opinion, d'action, se lève pour réunir les conditions d'un changement de cap de la poli-tique nationale et de la mise en œuvre de solutions concrètes et fortes pour sortir de la crise. Dans le même temps, il décide de travailler les grands axes d'une politique nouvelle, d'un contrat politique nouveau fait de premières mesures d'urgence, de rassemblements, et de majorités politiques et populaires. La tenue des assises citoyennes de la refondation sociale et démocratique le 16 juin à Montreuil s'inscrit dans ce processus.

Le Conseil national appelle les communistes à se mobiliser pour réussir cette initiative .

La séquence électorale de 2014 (municipales, européennes et sénatoriales) sera un moment particulièrement important dans ce contexte politique.

Ces échéances seront toutes marquées par le contexte national et européen. Chacune a des enjeux spécifiques et des modes de scrutins différents et sera abordée différemment par les électrices et les électeurs. Elles sont toutes les trois importantes et chacune structurera les rapports de force politiques. Nous nous fixons pour chacune d'entre elles des objectifs de conquête favorisant des solutions de changement et de solidarité dans l'intérêt de notre peuple. Nous en ferons des étapes dans la construction d'une majorité alternative.

Les élections municipales seront les premières dans le calendrier. Si elles sont le scrutin qui mobilise le plus d'électeurs-trices, nous le savons, l'abstention, en inquiétante progression, est un défi majeur, auquel dès maintenant, nous nous attelons. Elles donneront un signal politique d'importance. Elles seront marquées par un véritable affrontement entre les valeurs de partage, de solidarité, d'égalité et d'intérêt général et celles de l'égoïsme, du repli identitaire, du sécuritaire, de l'exclusion et du chacun pour soi. Elles seront marquées par un véritable affrontement sur l'enjeu des services publics, de la fiscalité.

La question primordiale est de savoir ce qui peut sortir de bon et d'utile de ces élections pour les populations, bien avant celle de la composition des listes et des alliances.

Nous nous donnons l'objectif de changer les rapports de forces actuels

■ **Empêcher la droite d'obtenir un succès électoral.** Face à ses appétits de revanche et aux ambitions du Front national, nous travaillons partout à la victoire de majorité de gauche ambitieuses dans la confrontation qui traverse actuellement la gauche dans tout le pays.

■ **Favoriser les pratiques démocratiques dans les communes et les majorités de gauche élues,** en associant les populations, en rassemblant pour des politiques publiques ambitieuses, donc contre l'austérité. Nous initierons des dynamiques citoyennes pour construire les projets municipaux et élaborer les listes. Quelle que soit la configuration de listes adoptée compte tenu de la situation locale, notre boussole doit rester la même : **unir le plus largement possible à gauche , faire reculer les logiques d'austérité.**

■ **Renforcer le large réseau d'élus communistes** et du Front de gauche qui est déjà le troisième du pays. Ces élus comptent et pèsent partout, en situation de diriger la municipalité, adjoints ou élus dans des majorités, mais aussi dans l'opposition. Le changement du mode de scrutin dans les communes de 1 000 à 3 500 habitants offre une opportunité nouvelle de gagner des élus.

La commune reste un espace de proximité démocratique sans égal

Le maillage unique des 36 000 communes de France est l'objet d'attaques répétées comme le traduisent les projets de réformes territoriales du gouvernement. L'acte 3 de la décentralisation découpé en 3 lois est 3 actes de centralisation. Pas de réforme de la démocratie sans démocratie! Nous les combattons et avançons des propositions novatrices pour le renouvellement de la démocratie.

La commune est en effet le lieu d'une vie démocratique intense, et de nombreux engagements citoyens.

Elle est aussi un maillon essentiel de l'investissement public, d'invention et de progrès de politiques publiques locales innovantes et de création de solidarités nouvelles. L'expérimentation sociale est une des marques de fabrique de beaucoup de communes, notamment celles dirigées par des maires communistes. Cela fait de la commune un lieu de résistance privilégiée aux politiques d'austérité.

Des élu-es communistes et du Front de gauche plus nombreux-ses dans l'intérêt des populations

Ils et elles sont des porteurs actifs de nos propositions et de nos valeurs auprès de la population. Ils et elles sont utiles dans la confrontation à gauche qui traverse le pays. Leur utilité est reconnue sur des questions centrales comme l'eau, le logement, les transports, l'énergie, la santé, la petite enfance, l'urbanisme... Ils et elles sont de toutes les luttes et solidarités sociales, sociétales et internationalistes, que cela soit les expulsions, les coupures de gaz et d'électricité, l'aide aux sans-papiers, la défense de l'emploi et des services publics, le développement industriel, la protection de l'environnement, l'accès à la culture et au sport pour tous... Ils et elles sont les vecteurs d'une démocratie vivante et de la mobilisation citoyenne.

Le droit de vote et d'éligibilité des étrangers non communautaires sera l'un des marqueurs du débat politique des municipales.

Les étapes de mobilisation des communistes

Première étape, de juin à septembre

Élargir la place et le rôle du citoyen dans la conquête politique comme dans l'exercice des pouvoirs.

Mettre en œuvre notre stratégie d'union et de rassemblement à gauche pour construire des fronts contre l'austérité et pour le mieux vivre ensemble.

Organiser partout le partage du bilan de la municipalité et de nos élus.

Proposer aux populations la mise en place de coopératives locales citoyennes ou de comités locaux d'initiatives citoyennes. Travailler à rendre visible et populaire le rassemblement local. Par exemple: «ma ville, j'y tiens!», «d'abord l'Humain pour ma ville», «au cœur de ma ville»,... Établir un réseau de contacts. Rencontrer les autres forces de gauche. Engager des actions pour les inscriptions sur les listes électorales.

En juin, il s'agira de désigner par un vote souverain, dans les villes à direction communiste, le ou la camarade qui conduira la liste. Dans les autres situations, il s'agira de désigner le ou la «citoyen, citoyenne, délégué-e local-e investi-e par notre parti pour conduire la bataille des communistes". Nous veillerons également au respect de la parité parmi eux.

Deuxième étape, en octobre, novembre et début décembre

Le temps de la **construction du projet local**, des éléments programmatiques et de la composition des listes, avec la tenue d'assises, d'ateliers, d'États généraux...

Dans le respect des statuts du PCF, la consultation des adhérents (éclairés sur les enjeux du débats) sera organisée pour décider, le cas échéant, par leur vote souverain entre plusieurs options. Une fois le choix fait, l'unité prévaudra dans la mise en œuvre des décisions adoptées.

Troisième étape, de janvier à mars

La campagne, appels à voter, points de rencontres, portes à portes, banquets, meeting....et bien d'autres initiatives à imaginer et démultiplier.

Concernant les élections européennes, le Conseil National avancera sur le calendrier de décisions dès la rentrée. Une convention nationale sur nos propositions européennes aura lieu à l'automne.

APRÈS L'HUMAIN D'ABORD !



A lire

L'Humaniste du PCF "Il est grand temps de rallumer les étoiles"

Économie & Politique
numéro spécial
contre l'austérité



Chômage : « le gouvernement doit prendre la mesure de la réalité » (Pierre Laurent)

Les chiffres du chômage publiés hier sont dramatiques. 3.4 millions de personnes dont 800.000 jeunes n'ont aucune activité, soit une hausse de 12.5% sur l'année. Au-delà de ces résultats, ce sont des milliers de vies, d'individus dont l'avenir basculent. Ce sont des familles qui se retrouvent du jour au lendemain dans la tourmente de la précarité.

Alors-même qu'il faudrait mettre en œuvre une véritable politique de relance basée sur l'investissement public et privé, la réindustrialisation et le soutien à la consommation, le gouvernement s'obstine dans sa politique qui démontre quotidiennement ses failles et défaillances. Et, quand la commission européenne obsédée par la baisse des dépenses publiques propose de tailler dans l'assurance chômage, elle condamne des dizaines de milliers de famille à la pauvreté et au désespoir. C'est irresponsable et totalement cynique.

Alors, plutôt que de parier sur une hypothétique inversion de la courbe du chômage, le gouvernement devrait prendre la mesure de la réalité. Car en tant de crise, le pragmatisme c'est de savoir réorienter la voilure pour sortir de la tempête.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, 31 mai 2013

Pierre Laurent à Madrid : la France ne doit pas plier devant la commission européenne

En publiant ses recommandations pour la France, la Commission européenne s'arroge une nouvelle fois le droit de dicter sa politique à la France. Le voile est levé sur les contreparties austéritaires du soi-disant "sursis" accordé à notre pays pour réduire les déficits et la dette.

Nouvelle réforme des retraites et de l'assurance chômage, attaques contre le SMIC, déremboursement de médicaments, déréglementation des prix du gaz et de l'électricité, privatisation du rail, augmentation de la TVA, réduction du service public dans les collectivités... Ce sera le programme du gouvernement s'il choisit de s'y plier.

François Hollande dit que la Commission européenne n'a pas à dicter au gouvernement la politique à mener. Nous sommes d'accord. Mais alors il faut être conséquent et traduire ces paroles en actes en refusant clairement la mise en œuvre de cette bombe sociale.

Le problème est le même dans toute l'Europe. J'ai rencontré ce matin à Madrid, avec les dirigeants d'Izquierda Unida et Alexis Tsipras de Syriza, les secrétaires généraux des 2 syndicats espagnols (CC.OO et UGT) dont l'un des deux est Président de la CES. Tous disent qu'il faut en finir avec l'austérité et la Troïka.

Un acte de résistance de la France serait un espoir pour tous les peuples européens.

Madrid, le 30 mai 2013

Ferroviaire : le gouvernement doit prendre la voie de gauche

Le ministre des transports a présenté sa réforme du système ferroviaire au Conseil des ministres le mercredi 29 mai.

Le même jour, la commission de Bruxelles a publié les «recommandations» de politique économique qu'elle demande au gouvernement français d'appliquer en contrepartie du délai de 2 ans donné à notre pays pour ramener son déficit public en-dessous des 3 %.

Dans ce document, la commission réclame l'ouverture des transports intérieurs de passagers à la concurrence. Elle ajoute : « la prochaine réforme devrait faire en sorte que le nouveau gestionnaire unique des infrastructures reste indépendant de l'opérateur historique, afin de garantir un accès équitable et non discriminatoire aux nouveaux entrants sur le marché ».

En préconisant de maintenir la séparation de l'infrastructure et de l'exploitation dans 2 EPIC différents, le gouvernement donne des gages à Bruxelles, alors qu'il n'en a aucune obligation. C'est un pas de plus dans l'éclatement du système ferroviaire. Pourtant, l'expérience de ces dernières années devrait conduire à d'autres conclusions :

- La séparation de la SNCF et de RFF et le cloisonnement par activité de la SNCF ont démontré leur inefficacité. Les usagers l'ont payé au prix fort. Pour répondre aux attentes d'aménagement du territoire, d'égalité de traitement et de sécurité, il est indispensable de redéfinir la SNCF comme entreprise ferroviaire publique intégrée.

- L'expérience de l'ouverture à la concurrence du fret démontre que celle-ci n'a pas permis d'atteindre l'objectif affiché de développement du fret ferroviaire. Au contraire, depuis cette ouverture, celui-ci est en chute libre. En concentrant le trafic sur les axes « rentables », l'ouverture à la concurrence du trafic voyageurs aura les mêmes conséquences.

Le ministre des transports dit aussi vouloir restaurer les conditions d'un équilibre économique de long terme pour le système ferroviaire. Aucune solution n'est mise sur la table, si ce n'est toujours les mêmes recettes inefficaces : productivité et efforts supplémentaires demandés aux cheminots.

Aucune réflexion n'est menée sur la transformation de la dette du système ferroviaire en dette publique (dette d'État liée à la création de la LGV dont les intérêts et charges équivalent au déficit du système ferroviaire).

La réforme préconisée par le gouvernement ne résoudra pas les problèmes rencontrés par le système ferroviaire. Pourtant, une autre voie est possible. Il y a un an, les sénateurs communistes et républicains ont déposé une proposition de loi sur le système ferroviaire, sa gouvernance et son financement. Cette proposition peut servir un débat contradictoire.

Vu l'importance des enjeux, avant toute décision, prenons le temps d'un large débat public. Les communistes sont prêts à y participer.

Loi de décentralisation : « Pas de réforme de la démocratie sans démocratie »

Le gouvernement assume devant le parlement une volonté de passage en force pour imposer son projet de casse de la démocratie locale, malgré les fortes résistances qui s'expriment dans tous les territoires.

Alors que commençait l'examen de ce texte, de nombreux élus manifestaient devant le Sénat pour exprimer le refus des habitants de voir leurs territoires enrôlés de force dans d'immenses collectivités concentrant tous les pouvoirs entre les mains d'un seul pour organiser l'austérité au plan local et la compétitivité demandée par Bruxelles. Alors qu'il y aurait besoin d'une nouvelle étape de démocratisation, nous sommes devant un projet qui va accroître la confiscation du pouvoir et la pression des forces de la finance.

Le PCF réitère son appel à la responsabilité et exige le retrait de ce texte pour ouvrir une véritable discussion. Il ne saurait y avoir de réforme de la démocratie sans démocratie.

L'HUMANITÉ DIMANCHE

N° 364 - DU 30 MAI AU 5 JUIN 2013

CNR - EN 1943, ILS ÉCRIVAIENT
UNE FRANCE SOCIALE
Georges Ségué et le ministre
Kader Arif en débattent p. 24

→ **36 MILLIARDS
DE FRAUDE
FISCALE PAR AN**
**COMMENT LES
RECUPERER**

LE SÉNATEUR PCF ÉRIC BOCQUET EXPLIQUE
PAGE 18



N° 364 - Du 30 mai au 5 juin 2013
M 04837-364 - F. 2,90 €

8e circonscription des français de l'étranger : un second tour « blanc bonnet et bonnet blanc »

Le Parti Communiste Français tient à féliciter Michèle Parravicini et son suppléant Guillaume Mariel, pour leurs résultats lors des élections législatives partielles sur la 8e circonscription des Français de l'Étranger. Malgré une hausse de 3% de l'abstention, par leur campagne dynamique et percutante, ils ont su faire progresser le Front de gauche de 0,79% des exprimés atteignant sur l'ensemble de la circonscription le score 7,11%.

Il est significatif qu'en Grèce, Michèle Parravicini dépasse les 15% des suffrages et place ainsi le Front de gauche devant le PS. En Italie la candidate du Front de gauche et son suppléant rassemblent 12,65% des voix, soit une progression 4,38% des exprimés. Malgré la très forte abstention dans cette circonscription et des conditions de campagne électorale difficiles, ces résultats montrent qu'il est possible de faire bouger les lignes, y compris parmi les français de l'étranger.

Les partis de la majorité s'effondrent sur l'ensemble de la circonscription, le PS passant de 30,5% à 14,61% et EELV de 10,50% à 5,86%. Sur les six élections législatives partielles qui se sont déroulées depuis juin 2012, c'est la troisième fois où le PS est empêché par les électeurs de participer au 2e tour, ce qui montre l'ampleur du désaveu de la politique gouvernementale d'austérité, y compris chez les français établis à l'étranger.

Il serait vraiment temps que le gouvernement prenne conscience du désespoir, du dégoût et de la colère que suscite sa politique chez les électeurs de gauche. Le gouvernement doit changer de cap. Le PCF note avec satisfaction que ni l'UMP, ni le FN ne progressent, même s'il regrette que la confusion de la situation politique ait permis à un candidat de l'UDI d'émerger. Le PCF considère qu'il n'existe pas de choix possible entre la représentante d'une droite dure et réactionnaire et celui d'une droite ultra libérale. C'est « blanc bonnet et bonnet blanc ». C'est pourquoi nous appelons les électeurs de la 8e circonscription à voter blanc au 2e tour.

Législatives 1ere circonscription Français de l'étranger :

« le PCF regrette la forte l'abstention »

Nous tenons avant toute chose à féliciter Céline Clément et son suppléant Jean-Baptiste Plouhinec pour la campagne qu'ils ont menée et le résultat du Front de gauche marqué par une progression.

Dans la première circonscription des Français de l'étranger, le Front de gauche confirme ainsi, par son implantation, qu'il est en capacité de représenter une alternative politique largement crédible. Toutefois, nous devons regretter un taux de participation qui frôle le zéro.

Celui-ci marque la nécessité de refonder le mode de consultation de nos concitoyen-ne-s à l'étranger et souligne le besoin d'une représentation démocratique proportionnelle à l'Assemblée nationale qui comprenne tous les corps de la nation du territoire métropolitain comme de l'extérieur.

Aujourd'hui, l'urgence est à rassembler les électrices et les électeurs de gauche afin de barrer la route au retour à l'Assemblée nationale de Frédéric Lefebvre, ancien ministre de Sarkozy, et d'une droite dont monsieur Copé incarne à lui seul la hargne et le mépris à l'égard des catégories populaires.

Nos exigences demeurent quant à la nécessité de rompre avec les politiques d'austérité, de renforcer les services publics, de les étendre à tous, y compris lorsqu'ils travaillent ou/et vivent à l'étranger, et quant à l'urgence d'une relance économique et sociale.

C'est la raison pour laquelle nous appelons l'ensemble de celles et de ceux qui veulent enfin voir aboutir une alternative politique crédible, à voter pour le candidat de gauche le mieux placé au 2e tour Franck Scemama, et à s'investir dans le débat et l'action pour un changement de cap de la politique gouvernementale.

Nous appelons le peuple de gauche, celui qui le 6 mai 2012 a voté pour le changement, à poursuivre le mouvement que nous avons engagé avec la manifestation du 5 mai à Paris à l'appel du Front de gauche, ainsi que les Assises de la refondation démocratique, économique, sociale et environnementale du 16 juin prochain.

Parti Communiste Français,
Paris, le 26 mai 2013.

Recommandations de la Commission européenne : un indigeste cocktail libéral de casse sociale

La très technocratique commission européenne a dévoilé son programme de réforme qu'elle entend imposer à la France. Retraites, services publics, indemnisation chômage... c'est un indigeste cocktail libéral de casse sociale qu'elle entend faire avaler au gouvernement. Contrairement à ce qu'avait déclaré le Président Hollande, les 2 ans octroyés par la commission pour ramener le déficit à 3% ne sont pas une chance pour notre pays et pour la croissance mais une laisse bien courte au service de l'autoritarisme bruxellois. La mise en œuvre de ce programme aurait de terribles conséquences pour notre pays. Au printemps dernier, une majorité a fait le choix du changement pas celui d'une fuite en avant dans le prolongement des politiques régressives pilotées par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy.

Le gouvernement doit refuser ces injonctions. François Hollande dit que « la commission n'a pas à nous dicter ce que nous avons à faire ». Cela ne suffit pas ! Le discours de la méthode du Président est un peu court. Il s'agit de combattre la voie de la récession et du moins-disant social tracée par la commission européenne.

Olivier Dartigolles, porte parole du PCF

Manif pour tous : Stop à l'impunité des groupuscules factieux

La manifestation contre le mariage pour tous a été une nouvelle fois le théâtre d'agissements anti-républicains extrêmement graves. Ce n'est pas la première fois que des groupuscules d'extrême droite profitent de l'exposition médiatique du combat homophobe du mouvement contre le mariage pour tous. Ils doivent être combattus avec fermeté.

Le droit de manifester est une liberté absolue. Nous le défendons même si nous combattons les mots d'ordres prononcés ce dimanche. Mais les agissements constatés dimanche sont d'une autre nature. Nous sommes face à des mouvements factieux. De l'envahissement du siège du PS à l'attaque contre les CRS et les journalistes, le sentiment d'impunité de ces groupuscules est patent. Pour l'un, génération identitaire, c'est même une récidive après l'envahissement du chantier de la mosquée de Poitiers.

Des mesures immédiates comme la dissolution de Génération identitaire doivent être prononcées sans attendre. Il est intolérable que ces idées de haine continuent de bénéficier d'une telle visibilité médiatique.

Olivier Dartigolles, porte parole du PCF

Salaires des patrons : "un camouflet pour la gauche" (Olivier Dartigolles)

Une des trop rares propositions de gauche de l'ancien candidat François Hollande vient de disparaître corps et biens. Le projet de loi visant à limiter les hauts salaires de patrons n'est plus. C'est Pierre Moscovici qui a prononcé son éloge funèbre dans une interview aux Échos, déléguant au Medef le soin de s'autoréguler. Quel beau cadeau de départ pour Laurence Parisot qui quittera ainsi ses fonctions sur un triomphe et quel camouflet pour la gauche.

De renoncement en renoncement, l'abandon de la limitation des hauts salaires patronaux est un double scandale. Il est d'abord un coup porté contre la justice sociale au moment où l'austérité s'applique implacablement sur les salariés, chômeurs et retraités dont le pouvoir d'achat fond comme neige au soleil. Il est ensuite un crime contre l'économie réelle car ces surplus indécents iront nourrir la bulle spéculative des marchés financiers, responsable de la crise actuelle.

Ce gouvernement trahit une fois encore sa propre parole. Cette volte-face est une nouvelle fuite en avant fédéraliste que nous ne pouvons que dénoncer. Reste au gouvernement de reprendre ses esprits. Adeptes désormais de l'auto-régulation, que le gouvernement laisse les salariés décider du montant de leur paye. Ils sauront assurément se débrouiller.

Mariage pour tous : "La droite hors-la-loi" (Ian Brossat - PCF)

Les masques tombent. Certains élus de droite ne respectent la loi que quand elle leur plaît. L'appel surréaliste de Christine Boutin à la « résistance », les sorties irresponsables de certains maires UMP comme celui de Vienne (Isère), Jacques Remiller, qui invoque sa « liberté de conscience », ajoutent l'inconscience et l'illégalité aux débordements de haine de ces dernières semaines.

Le Maire est un officier d'état civil : peu importe ses convictions ou sa « liberté de conscience », il a la responsabilité de faire appliquer la loi. Une partie de la droite française, hors-la-loi, remet en cause le pacte républicain, et déshonore ses mandats. Ces élus-là s'en prennent à des familles, ils ne respectent ni le peuple, ni le vote de ses représentants.

Le PCF sera particulièrement attentif à l'application de cette loi, à l'égalité de toutes les familles et de tous les couples devant elle. Nous participons ce soir, mardi 23, au Concert Pour Tous Place de la Bastille afin de célébrer de cette belle victoire sur le Mariage Pour Tous et poursuivre le combat en faveur de l'égalité des droits.

Syrie : Stopper l'engrenage

L'Union européenne a décidé de mettre un terme à l'embargo sur la livraison d'armes à l'opposition syrienne. Cette résolution autorise de fait les États qui le souhaitent, comme la France et l'Angleterre, à fournir dès maintenant des armements. Le Parti Communiste Français exprime sa totale opposition à cette mesure. Outre que personne ne peut être assuré de maîtriser les « bénéficiaires » de ces livraisons, cette décision va conduire à une nouvelle aggravation et extension du conflit dont les populations sont les premières victimes. Faut-il le redire : il n'y aura pas de solution militaire à ce conflit.

Ceux qui persévèrent dans cette voie ne font qu'amplifier cette spirale meurtrière qui s'étend, chaque jour, au-delà des frontières de la Syrie et retarde d'autant une issue politique. Aujourd'hui, au contraire, l'urgence est de faire baisser le niveau d'intensité des combats et se préparer à engager un processus de sortie de crise pour une transition démocratique, conduisant à un changement de régime. C'est l'objectif de la Conférence internationale de paix en Syrie d'ouvrir ce chemin.

Le PCF se prononce donc résolument pour que soit mis un terme aux livraisons d'armes d'où qu'elles viennent et que toutes les parties concernées parviennent rapidement à un arrêt des combats et des violences. Les autorités françaises se doivent de prendre toutes leurs responsabilités pour contribuer activement à donner une chance à la paix, pour construire une nouvelle Syrie démocratique.

Travail le dimanche : « garantir le droit au repos dominical »

Les femmes ont-elles droit au repos dominical ? C'est la question que nous sommes en droit de nous poser suite au courrier envoyé par plusieurs députés socialistes (dont une seule femme) à Michel Sapin, Ministre du travail, pour lui demander l'ouverture, le dimanche, des magasins de bricolage en Île-de-France.

Quelques semaines seulement après le vote à marche forcée de l'ANI (Accord National Interprofessionnel) instaurant plus de flexibilité, de précarité pour l'ensemble des salariés et singulièrement des femmes, nous nous élevons contre une telle proposition pour le moment repoussée par le Ministre.

Ces députés socialistes parlent de travailleurs volontaires, mais où est le libre-choix quand les caissières de ces magasins sont payées une misère et sont contraintes de travailler le dimanche pour gagner quelques euros de plus, quitte à sacrifier leur vie de famille, leurs loisirs. Chacun-e sait, en ces temps de crise, combien il est difficile de pouvoir refuser de travailler le dimanche, quand le patron menace de sanctions ou en profite pour exercer un chantage à l'emploi.

Les dérogations et les aménagements permis dans certaines zones géographiques sont déjà suffisamment nombreux, il est plus urgent que le gouvernement inscrive à l'ordre du jour, la proposition de loi des sénatrices et sénateurs communistes, garantissant le droit au repos dominical, adoptée par le Sénat, et donc par l'ensemble de la gauche, en décembre 2011.

Au lieu de répondre aux sirènes du MEDEF, d'imposer toujours plus de flexibilité à celles et ceux qui produisent les richesses, il serait temps pour le gouvernement d'augmenter le SMIC, les minima sociaux et de prendre des mesures afin de réduire les inégalités professionnelles entre les femmes et les hommes.

La marche des femmes contre l'austérité, le 9 juin prochain à Paris, est plus que jamais d'actualité.

Laurence Cohen, Responsable nationale de la commission Droits des femmes et Féminisme au PCF

A voir sur l'internet

Le blog des communistes de la ville d'Annecy :

<http://blog.annecyensemble.org>

Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent.

<http://tumblr.co/ZYDRUwkodK66>

Pétition en ligne

«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose : celui d'Ambroise Croizat !»

<http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>.

Rapport sur le métier d'enseignant : veut-on régler son compte à l'école ?

La Cour des comptes vient de remettre un rapport sur le métier d'enseignant intitulé «Gérer le métier d'enseignant autrement » (sic). Nous aurions pu nous attendre à une analyse rigoureuse et lucide du système éducatif. Cette même cour des Comptes avait épinglé l'an dernier les inégalités au sein du système scolaire, les moyens alloués aux territoires les plus pauvres du pays étant moins élevés du primaire au lycée et ce de à tous les échelons de l'État (collectivités locales, ministère de l'Éducation nationale). Il était fait état entre autres de la rémunération des enseignants dans les zones dites prioritaires qui coûte moins cher que dans les zones plus aisées car les personnels y sont plus jeunes, moins expérimentés et moins titulaires à leurs postes. On faisait donc état d'inégalités sociales reproduites par le système scolaire.

Pourtant, la cour des Comptes a littéralement oublié ses propres études pour céder aux sirènes de l'austérité, décidément à la mode. En effet, ce rapport critique la création de 60 000 postes dans l'Éducation nationale, affirmant que les enseignants sont déjà trop nombreux... D'autres évolutions sont conseillées : la modulation des heures dans l'année, la rémunération aux primes, le développement de la bivalence (enseigner deux matières en même temps) et la mise en place de concours régionaux pour permettre une affectation en lien avec des réalités locales.

En fait, ce rapport souhaite poursuivre les réformes initiées par la droite en accentuant les inégalités entre établissements et enseignants selon les zones qui auraient des moyens, ces mêmes moyens étant en baisse. Faut-il rappeler que les enseignants ont besoin d'être formés et correctement rémunérés sur l'ensemble du territoire? Avant le vote de la loi sur la refondation de l'école, le gouvernement a déjà mis en place une mesure qui va dans ce sens, ouvrant des postes (emplois d'avenir professeurs) pour les étudiants en master d'enseignement payés en dessous du seuil de pauvreté. Que dire par ailleurs de ces établissements qui manquent d'enseignants à chaque rentrée ? A cela s'ajoutera la probable suppression de 2 000 postes d'assistants d'éducation à la rentrée prochaine, augmentant encore les inégalités d'encadrement dans les académies qui en ont le plus besoin...

Ce métier ne concerne pas que le métier d'enseignant. Il pose une vision du système éducatif où les enseignants sont des salariés précarisés comme les autres avec des contenus de formation différents selon son origine sociale. Les jeunes communistes affirment au contraire :

- des vraies conditions de travail pour les enseignants avec une réelle formation pédagogique et un statut protecteur
- une service public d'orientation et d'information pour que chaque jeune ait droit de choisir sa formation
- un vrai statut pour les apprentis, les alternants et les stagiaires

En clair, nous affirmons de réels moyens au service d'une ambition : une éducation de qualité pour tous afin de sécuriser nos parcours de formation et d'emploi, loin des logiques comptables qui veulent soumettre l'éducation aux logiques marchandes.

Palestine Ici et Maintenant: Non à l'Euro Jeune en

Israël !

Du 5 au 8 juin prochain se déroulera l'Euro Jeunes en Israël. Organiser une grande compétition sportive est toujours perçu comme une reconnaissance et un honneur pour le pays hôte. Comment l'UEFA peut-elle fermer les yeux de la sorte sur ce qui se passe en Palestine ?

Israël ne remplit aucune de ses obligations internationales ! Qu'il s'agisse des résolutions de l'ONU ou bien du règlement de l'UEFA, en pratiquant le racisme d'État et en violant les droits les plus fondamentaux des Palestiniens, Israël joue hors-jeu.

De plus, le gouvernement israélien bloque totalement le développement du sport en Palestine. Les très nombreux checkpoints ou le mur empêchent les sportifs palestiniens de se rencontrer, de jouer à l'étranger ou même de constituer une équipe nationale viable. L'emprisonnement de joueurs est également monnaie fréquente.

Israël viole ainsi tous les valeurs liés au sport et ne peut impunément accueillir cette compétition. Durant tout le mois de juin, nous organiserons avec un grand nombre d'associations, une dizaine de tournois sportifs partout en France pour :

- Dénoncer l'organisation de cette compétition en Israël et appeler à ce qu'aucun représentant officiel européen ne se rende en Israël durant le tournoi

- Lutter pour la reconnaissance des droits des palestiniens ainsi que de leurs sportifs (fin de la colonisation, libération de tous les prisonniers politiques, destruction du mur)

- Exiger l'application de la promesse de campagne n°59 de François Hollande quant à la reconnaissance par la France de l'État palestinien.

Mouvement Jeunes Communistes de France :

2, place du Colonel Fabien - 75019 Paris

01.40.40.12.45

mjcf@jeunes-communistes.org

PALESTINE
AGIR ICI  **MAINTENANT**

Décès de Moustaki : « Ses chansons continueront à vivre dans nos combats »

C'est avec une profonde tristesse que j'apprends la disparition de Georges Moustaki.

Fils du métissage et du multiculturalisme, il mettait en musique les plus belles histoires d'amour et d'humanité. Auteur-compositeur-interprète, poète, ses œuvres seront interprétées par Piaf -pour qui il avait composé Milord-Reggiani, Barbara, Dalida, Montand, Salvador...

Se succéderont ensuite de nombreuses chansons marquant toujours son attachement à la liberté, la révolution, au respect profond des êtres. Revendiquant « le droit à la paresse » malgré une intense activité, il disait « je n'accepte pas de vendre mon temps, donc je m'occupe avec tout ce qui m'apporte du plaisir et des passions ».

Tout au long de sa carrière, cet artiste populaire et parolier hors pair n'a cessé de mettre son art au service des causes qu'il croyait justes.

Georges Moustaki ne chantera plus dans les fêtes populaires qu'il affectionnait tant, mais ses chansons continueront à vivre et à nous accompagner dans nos combats.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

Rés'lib

liberté, égalité, fraternité, ne rien céder

Dans ses 60 engagements pour la France en 2012, François Hollande déclarait : « Je veux lutter sans concession contre toutes les discriminations et ouvrir de nouveaux droits ». Malgré quelques reculs concédés à la droite, la loi sur le mariage pour tous symbolise cette promesse d'égalité !

Mais le clivage sur les questions économiques et sociales s'effaçant entre la droite et le PS, la bataille idéologique fait rage sur le terrain social ! Une partie de la droite, avec l'extrême droite, a occupé la rue et mené une campagne honteuse contre les couples homosexuels, libérant les pulsions d'un électorat conservateur à la morale puritaine.

C'est sur le même terrain que fin 2009 la déferlante identitaire de Sarkozy a permis le rapprochement des électeurs de droite et d'extrême droite en surinvestissant idéologiquement l'immigration et l'islam. Le déplacement de la question sociale sur le terrain identitaire, c'est une façon de gommer les solidarités de classe au profit du « nous » et du « eux » : ceux qui ne pensent pas comme nous, ceux qui n'ont pas la même religion que nous...

Comment dépasser cette opposition entre ce « nous » et les « autres » pour rentrer dans la normalité d'un nous global et d'une nouvelle pensée solidaire ? Les bases de ce rassemblement existent : les électeurs de toute la gauche ont davantage confiance en l'avenir, ils sont demandeurs de justice sociale, de services publics, ils condamnent le racisme et les discriminations, ils refusent la stigmatisation des pauvres et des étrangers.

Quand la gauche est au pouvoir, ce n'est pas à la droite de faire sa loi ! C'est au gouvernement de faire preuve de courage politique.

Ne plus rien céder sur le terrain des valeurs, c'est oser poser la question du vivre ensemble dans la France telle qu'elle est, en

- accordant le droit de vote aux résidents étrangers, de suite

- votant la proposition de loi de Marie-George Buffet pour lutter contre les contrôles au faciès (proposition n°30 de François Hollande)

- permettant aux Roms d'accéder aux droits fondamentaux

- régularisant les sans-papiers

- donnant à voir la laïcité comme un cadre garantissant l'égalité des droits, la liberté religieuse et la liberté de conscience.

Fabienne Haloui

l'événement

VITE UNE AUTRE POLITIQUE À GAUCHE POUR LA FRANCE ET L'EUROPE

à l'initiative d'organisations
de la gauche politique
de syndicats, d'associations
réunies à l'invitation du Front de gauche
un lieu d'échange et de construction
pour une alternative

**DIMANCHE 16 JUIN
MONTREUIL**



agir

pour des solutions pérennes

Fraternité Roms/Bassin minier Pas-de-Calais

Le collectif *Fraternité Roms/Bassin minier* 62 intervient auprès des quelques 300 Roms survivant sur les agglomérations de Lens, Liévin, Hénin, Carvin, dans des camps de fortune et des squats. Au-delà de l'aide humanitaire, le collectif a saisi, récemment, les maires du bassin minier :

« Ces populations vivent sur notre territoire dans des conditions de grande précarité, sur des terrains mal ou non aménagés, sans accès à un revenu régulier, au travail et au logement, sans accès ordinaire à l'eau et à électricité, souvent sans accès au ramassage des ordures, sans pouvoir acquérir le moyen de se soigner chaque fois que nécessaire.

Cette situation ne peut durer, et c'est le bon sens et la raison qui nous amènent à formuler la proposition suivante : intégrer les Roms sur notre territoire du bassin minier passe par la mobilisation de l'ensemble des communes, solidaires, autour de l'accueil de ces populations. Cet accueil peut se concrétiser sous trois formes :

1. habitat diffus, classique
2. village d'insertion, à taille modeste (petites unités de 10 personnes maximum)

intégrer les Roms sur notre territoire du bassin minier passe par la mobilisation de l'ensemble des communes

3. accueil sur des aires, toujours sous la forme de petites unités, pour les familles qui sont de passage.

Pour toutes ces solutions, des fonds européens sont disponibles pour accompagner les politiques publiques.

Le projet du collectif *Fraternité Roms* consiste ainsi à insérer des petits groupes dans le milieu urbain et dans le milieu rural, sous la forme de petites implantations. »

Cette interpellation a fait réagir : les maires communistes de Grenay, d'Avion et de Méricourt se sont mobilisés pour reloger des familles dans le parc social de leur ville démontrant que l'insertion est possible et espérant que d'autres élus s'engagent à leur tour.

Enfin, le maire communiste de Grenay et le maire écologiste de Loos en Gohelle ont ouvert leurs portes en journée pour accueillir des familles expulsées du Nord vers le Pas de Calais, dans l'attente d'un relogement plus décent que celui offert actuellement par le 115, à savoir de 20 h le soir à 8 h le lendemain matin.

Comme quoi, quand la volonté politique existe !

Sandrine Leroy-Renard -
Didier Gayant

Haute-Savoie

expulsion d'une famille kosovare

Ce 19 avril, la police est venue à leur foyer, direction l'aéroport pour le Kosovo, Emine Muslija, veuve, et ses 5 filles de 3 à 14 ans. Ayant reçu une obligation de quitter le territoire français, elles étaient assignées à résidence depuis 45 jours.

Quelle inhumanité ! Des enfants arrachés à leur école, renvoyés dans un pays qu'ils connaissent si peu, laissant des camarades de classe dans la violence d'une séparation brutale.

La manif du jeudi 25 d'ATTAC, CDDA, Chaîne humaine contre les haines, LDH, MRAP et RESF a permis une rencontre avec la Préfecture.

Celle-ci admet la disproportion des forces déployées « toute expulsion est traumatisante », mais nie l'image dégradée d'enfants traités, comme leurs parents, de délinquants. La police est entrée sans droit dans la chambre, lieu privé. Mais pour la préfecture « les policiers ont été courtois », « la famille a ouvert la porte ».

Elle ignore leur devenir « dans leur pays elles ont des attaches, peuvent être aidées ».

Parce qu'elle a des comptes à rendre à Paris, elle expulsera les primo-arrivants « économiques venus en masse dans ce département frontalier attractif par des réseaux de passeurs », « signal fort pour détruire l'image d'Eden ».

contrairement à la préfecture les associations connaissent les familles depuis des années et privilégient l'humain

Idem pour la questions des régularisations, « le Préfet a un pouvoir discrétionnaire » dans un département où n'existe ni plateforme d'accueil des demandeurs d'asile ni livrets d'accueil normalement délivrés en préfecture.

Deux logiques s'affrontent : la Préfecture rigide ne voit que des dossiers et applique strictement des textes insuffisants ; les associations connaissent les familles depuis des années et privilégient l'humain.

Pierre Boukhalfa



LGBT : égalité des droits continuer le combat

Ian Brossat
président du groupe
Front de gauche
de Paris
responsable du collectif
du PCF Fier-e-s et révolutionnaires

La loi sur le mariage pour tous, malgré des insuffisances, constitue une belle victoire pour les combattants de l'égalité des droits. Dès 1998, Bernard Birsinger, alors député et porte-parole du groupe communiste à l'Assemblée nationale sur le PACS, se prononçait en faveur du mariage et de l'adoption pour les couples de même sexe.

Il nous reste maintenant à travailler deux enjeux majeurs. D'abord, rendre effectifs les droits, il faudra se battre pour que la loi adoptée s'applique bien partout. L'homophobie ne doit en aucun cas être une clause de conscience pour tel ou tel maire réactionnaire. On voit bien dans certains endroits certains élus de droite qui font tout pour éviter l'application de la loi. Pour l'adoption, il faudra veiller à ce que les personnels des conseils généraux, chargés de donner l'agrément, soient formés et maîtrisent les évolutions de la loi.

Ensuite, conquérir de nouveaux droits :

1. La procréation médicalement assistée (PMA). Le président de la République semble vouloir renoncer à cet engagement. Nous n'attendons pas la loi « famille » pour aborder cette question,

Marie-George Buffet a déposé des amendements pour ouvrir la PMA aux couples de femmes.

2. Continuer le combat contre l'homophobie, au moment où les politiques d'austérité limitent considérablement l'action des associations et des pouvoirs publics. Alors que les collectivités locales sont confrontées à une baisse des dotations de l'État, il faut être extrêmement vigilant sur ce point, d'autant qu'elles financent nombre d'associations LGBT.

l'homophobie ne doit en aucun cas être une clause de conscience pour tel ou tel maire réactionnaire

3. Obtenir la liberté de choix de son genre à l'état-civil pour les personnes transgenres. C'est désormais le cas en Argentine. Depuis mai 2012, sous l'impulsion de Christina Kirchner, les citoyens argentins peuvent déclarer le sexe de leur choix

et changer d'état civil selon leur bon vouloir, sans nécessiter l'accord d'un médecin ou d'un juge.

L'identité de genre ne dépend plus que du « vécu intérieur et individuel du genre, tel que la personne le perçoit elle-même ». Si c'est possible en Argentine, pourquoi pas en France ?



mariage pour tous fière d'avoir voté une telle loi

Depuis le début du débat en décembre, la bataille a été rude. En première comme en deuxième lecture. Au sein de l'Assemblée, comme hors de ses murs. Beaucoup d'encre a coulé pour dénigrer cette loi. Des propos d'une rare violence ont provoqué une recrudescence d'agressions homophobes intolérables. Il y en a eu pour dire qu'il y avait « plus important »



Marionne, Hervé Di Rosa

que le droit au mariage pour toutes et tous, comme si l'égalité des droits entre personnes, le respect de leur dignité et de leur liberté n'avait pas d'importance dans notre république.

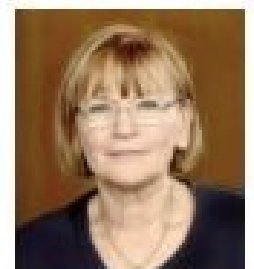
Pour les opposants, nous aurions nié les droits des enfants. Mais c'est à l'inverse que nous avons travaillé, en permettant à des enfants d'avoir des parents de « plein droit », d'être des enfants « de plein droit » et ne pas être mis au ban de la société.

Les mêmes qui arguaient de l'obligation d'avoir une maman pour tout enfant refusaient à certains le droit d'en avoir deux. C'est pourquoi je n'ai pas manqué, dans

le débat, de rappeler les nombreuses études effectuées dans des pays où ces droits sont ouverts depuis de nombreuses années, qui démontraient que des enfants de couples de même sexe n'étaient ni plus ni moins heureux, ni plus ni moins équilibrés que des enfants de couples hétérosexuels.

J'ai tenu aussi à rappeler mon opposition à la GPA, comme forme de tractation – en générale marchande – où le corps des femmes est soumis à une volonté d'autrui, à une domination s'exerçant sur leur intégrité. Enfin, j'ai un regret : celui de n'avoir pu faire adopter mon amendement ouvrant la loi autorisant la PMA aux couples de femmes.

Malgré cela, je suis fière d'avoir voté une telle loi, fière de l'avoir défendue aux côtés d'une ministre brillante et courageuse. La gauche, en votant cette loi, a montré ce dont elle était capable pour faire avancer l'Humanité. Mon espoir maintenant est qu'elle le fasse sur des tas d'autres sujets.



Marie-George Buffet
députée
de Seine-Saint-Denis



droit de vote

faire avancer la démocratie ou banaliser le racisme ?

Le report de la mise en œuvre du cinquantième engagement du candidat Hollande après les municipales de 2014 ressemble à un renvoi sine die. Pourtant, il n'a rien d'excessif : être électeur, et éligible sans mandat exécutif, aux seules élections municipales, au bout de cinq ans de présence en situation régulière sur le territoire national.

Cette abolition d'une discrimination entre résidents étrangers citoyens européens et résidents étrangers extra communautaires, ça poserait un insurmontable problème de constitutionnalité. Puisque la majorité des trois cinquièmes du Parlement n'est pas acquise d'avance, on abandonnerait sans

vote ni débat ! Ainsi, et sans doute le poids de notre passé colonial n'y est pas pour rien, la France renoncerait à cette avancée de la démocratie que la plupart des pays d'Europe ont déjà faite...

Mais beaucoup d'élu-e-s, au PS et chez les Verts, comme les communistes et tout le Front de gauche, demandent que la question soit inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale. 70% des électeurs de Hollande en 2012 se déclarent favo-

rables début 2013 au droit de vote des résidents étrangers aux élections locales. Certes, le clivage gauche-droite s'accroît (19% des électeurs de Sarkozy favorables, 6% de celui de Le Pen, selon le même sondage IFOP pour la Lettre de la citoyenneté). Le déferlement du discours xénophobe et islamophobe d'une droite F haineuse a fait des

ravages, et sur les questions de l'immigration, depuis un an, le gouvernement n'a guère fait autre chose qu'emboîter le pas de Sarkozy. Son refus d'engager la procédure pour le droit de vote contribue à banaliser le racisme, fonds de commerce de l'extrême

le déferlement du discours xénophobe et islamophobe d'une droite F haineuse a fait des ravages

droite, au lieu de le combattre.

On s'appête à trahir encore une fois la promesse, faite déjà en 1981 par François Mitterrand, de donner le droit de vote aux parents de jeunes Français à qui on reproche de ne pas « s'intégrer », de ne pas voter. Beaucoup de ces hommes et de ces femmes, qui ont choisi de garder leur nationalité d'origine, ou pour qui accéder à la nationalité française relève d'un humiliant parcours du combattant, ne sont pas des étrangers à la cité, ils sont électeurs et actifs dans des entreprises, des syndicats, des associations. ...

Pour eux, avec eux, ne lâchons rien !

André Landrain

animateur du réseau Migrations-citoyenneté, PCF 92



TEXTE INTÉGRAL SUR
www.pcf.fr

Mariage pour tous : belle victoire, essentielle pour tous les couples

Pas de quartier pour l'homophobie !

Les opposants au mariage pour tous sont prêts aux pires outrances pour entraver le chemin du progrès et de l'égalité

Roms : Valls conduit une politique de bouc émissaire

Profanation de la mosquée d'Escaudain : des actes intolérables !

Rapport de la LDH : les questions sociétales et les droits de l'homme toujours en souffrance

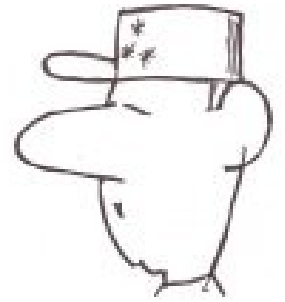
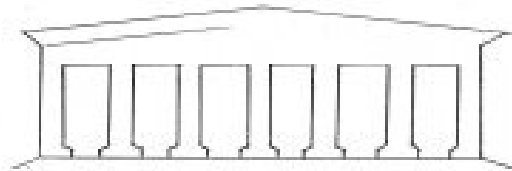
Roms : après le drame de Lyon, plus d'expulsion sans relogement systématique !

Droit de vote des étrangers reporté : Hollande a capitulé sous la pression

Crèche Baby Loup et arrêt de la cour de cassation : la laïcité n'est pas en cause, par Fabienne Haloui : <http://vaucluse.pcf.fr/37818>



21 mars 2013 : rencontre à Nanterre avec des habitant-e-s d'un quartier populaire et des élu-e-s signataires de la pétition
www.droitdevote2014.org



V ème REPUBLIQUE : *une Monarchie qui a assez duré .*

Elle est issue d'un coup d'état militaire ; ne l'oublions pas . De Gaulle a profité du « **coup du 13 mai** » en 1958, la rébellion des colonels de l'armée française en Algérie : Massu, et les autres . Le général a présenté son choix à l'Assemblée Nationale : c'est moi ou le chaos .

Une majorité de députés s'est abaissée devant le diktat du général et a capitulé : le MRP, la droite de l'époque), et la moitié des socialistes SFIO . Ces derniers sont toujours là quand il s'agit de porter de mauvais coups au pays . Les Communistes ont voté contre, bien entendu

LES DEUX COUPS DE GRACE A LA DEMOCRATIE

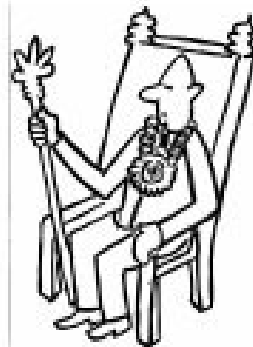
LE POUVOIR PERSONNEL

De Gaulle n'a jamais supporté ce qu'il appelait « le régime des partis » . Le pouvoir, c'était lui et personne d'autre . De plus, avec la concentration du capital, les grands capitalistes ne pouvaient qu'applaudir à la concentration du pouvoir entre les mains d'un seul homme.

En 1945-46, ne pouvant s'opposer à la vague populaire issue de la Résistance, avec un PCF que sa conduite héroïque contre l'occupant nazi créditaient de 30% des voix , De Gaulle s'était retiré à Colombey, en pensant que le peuple français

le supplierait de revenir.
Ce qui ne fut pas le cas.

En 1958, il ne commit pas la même erreur et s'incrusta au pouvoir en verrouillant tous les dispositifs démocratiques qui pouvaient mettre en cause son pouvoir . Un pouvoir exorbitant :



ARTICLE 16 : le Président a le droit de dissoudre l'Assemblée Nationale, selon son bon plaisir .

ARTICLE 49-3 : le premier ministre (nommé par le Président de la République) peut imposer aux députés un texte de loi **SANS VOTE** ni discussion !

Les Ministres sont choisis en dehors de l'Assemblée Nationale, donc **NON ELUS** par le peuple . Pompidou sortait de la Banque Rotschild !

LA PRESIDENTIELLE

La France est, avec le Portugal, le seul pays de la Communauté Européenne à procéder à une élection du Président.

Ce mode d'élection est profondément anti-démocratique : il oblige l'électorat à penser au 2^{ème} tour dès le 1^{er}, en privilégiant un vote pour celui ou celle qu'il estime le mieux placé(e) pour le 2^{ème},
Ce qui lamine toutes les autres opinions.

Et puis, cette élection d'une personne par des millions d'autres, c'est l'élection du roi par les serfs. C'est surtout le système :

BONNET BLANC / BONNET ROSE

Depuis 1981, c'est l'alternance Droite-Parti Socialiste avec la même politique. Les socialistes faisant même passer ce que la droite ne parvenait pas à mettre en place : casse de la sécu, des retraites, etc...La structuration de la misère etc..

A VEC UN SYSTEME ELECTORAL INIQUÉ :

Le scrutin majoritaire à deux tours . Au lieu de la proportionnelle, le seul scrutin démocratique.

Suite au verso.../...

Thierry BRETON a « pantouflé » à France-Télécom, sans être élu par le peuple. Etc...



La course à l'Elysée ça les rend fous !



Tout est bon pour se placer en bonne position : SARKOZY fait du LE PEN à coups de canon, au pas de charge . Il met le feu aux banlieues pour apparaître ensuite comme le garant de la sécurité . Les candidats à la Maison Blanche n'hésitent pas à déclencher une guerre ; Sarkozy fait la sienne. Il multiplie les caméras à défaut de multiplier les emplois créateurs de richesses et les postes



d'enseignants pour éviter l'échec scolaire, ces deux conditions pour que les jeunes puissent vivre avec un avenir.

DE VILLIERS se place sur le même créneau : l'hystérie

sécuritaire .

JOSPIN voudrait revenir. Il sort un bouquin. Mme ROYAL, elle, porte déjà le nom du monarque.

VILLEPIN peine à suivre mais il est là . L'inépuisable grand'

mère de la Présidentielle : LAGUILLER n'a pas oublié de se présenter : Travailleurs, travailleuses, attention j'arrive. Je critique, mais je n'ai rien à vous proposer . Entre deux élections, je disparaiss .

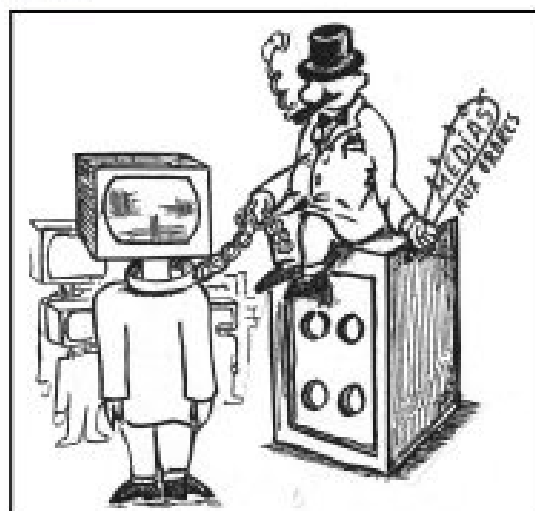
En EUROPE développée, seuls le Portugal et la France élisent le Président au suffrage direct . Les autres Présidents sont élus par les Assemblées Nationales. Comme en France, sous la IVème république . On disait que sa fonction consistait à « inaugurer les chrysanthèmes ». Et c'était bien suffisant. Le pouvoir d **Et seuls habilités à proposer des lois.**

Ce qui leur est pratiquement interdit aujourd'hui !!! (deux projets de lois pour le groupe communiste ! pour une année !!)

Avait écrit un pamphlet sur la République gaullienne « le coup d'Etat permanent », puis , une fois arrivé au pouvoir, il s'est très vite habitué au confort de l'Elysée et du pouvoir personnel.

C'était plus pratique, pour faire passer sa politique de droite déguisée sous un langage de gauche.

Pour résister à la presse de l'argent, au matraquage des médias aux ordres du grand capital :



LISEZ



Le journal des luttes ; des analyses qu'aucun autre journal ne peut vous délivrer.

MITTERRAND,

Exemple : avant 1981, il manifeste aux côtés des sidérurgistes lorrains pour le maintien de leur activité et sitôt élu, il les berne en décrétant le saccage de la sidérurgie au nom de la « modernisation », tarte à la crème justifiant la stratégie financière des magnats de la finance (De Wendel-Seillières, etc...)

Interdiction du Parti Communiste Hongrois... communiqué de son président

Communiqué de Gyula Thürmer,
Président du Parti Communiste Ouvrier Hongrois
Chers camarades,

Le Parti Communiste Ouvrier hongrois a organisé son 25ème Congrès extraordinaire, le 11 mai 2013, à Budapest.

Nous avons changé le nom du parti. Notre parti s'appellera à l'avenir Parti ouvrier hongrois.

Le changement de nom de notre pays n'est révélateur d'aucun changement politique ou idéologique. Nous voulons continuer notre combat contre le capitalisme publiquement, plutôt que d'être forcé d'entrer dans l'illégalité. Voilà pourquoi le congrès a modifié le nom du parti afin de s'enregistrer comme Parti ouvrier hongrois.

Bien que notre nom change, nos principes ne changent pas. Nous restons un parti marxiste-léniniste, communiste luttant contre le capitalisme.

Camarades,

Nous avons été contraints d'organiser ce congrès car le gouvernement hongrois a lancé une nouvelle attaque, très grave, contre le parti. Le 19 novembre dernier, le parlement a adopté un nouveau statut interdisant le recours public à des noms liés aux « régimes autoritaires du 20ème siècle ».

La loi est entrée en vigueur ce 1er janvier. Selon la constitution hongroise et la ligne du gouvernement actuel, ces « régimes autoritaires » comprennent la dictature fasciste menée par Ferenc Szalasi, qui a duré d'octobre 1944 à avril 1945, et tous les gouvernements liés à la construction socialiste de 1948 à 1990. Et non, vous pouvez le noter, la dictature de Miklos Horthy, de 1919 à 1944.

Ainsi, aucun parti politique, média, aucune association, rue, place ne peut inclure le « nom de personnes qui ont joué un rôle important dans la fondation, le développement ou la consolidation de régimes politiques autoritaires du 20ème siècle, ou de mots et d'expressions ou de noms d'organisations directement liés aux régimes politiques autoritaires du 20ème siècle ».

Cela signifie que 43 rue Lénine, 36 rue Karl Marx et six rue de l'Étoile Rouge ont du être renommées. Ce sera aussi le cas de 44 rue de la Libération – à l'origine nommée ainsi pour fêter la libération de la Hongrie du fascisme hitlérien – et 53 rue Endre Sagvari nommée ainsi en l'honneur du plus célèbre des martyrs antifascistes, tué en 1944 par la police fasciste. Son nom ne doit plus être prononcé. Tout comme ceux des rues de l'Armée populaire, du Front populaire et de la République populaire, qui vont disparaître. La célèbre place de Moscou à Budapest a récemment été renommée.

De fait, le recours public à des mots et des concepts tels que « communiste », « socialiste », « libération » et bien d'autres sont devenus illégaux.

Pourquoi les forces pro-capitalistes attaquent-elles notre parti ? Car la Hongrie est en crise. On compte officiellement près de 500.000 chômeurs – un peu plus de 11% de la main d'œuvre. Approximativement le même nombre de jeunes travailleurs dans les autres pays de l'UE, en particulier en Grande-Bretagne, en Autriche et en Allemagne, car ils ne peuvent pas trouver un emploi en Hongrie. Malgré cela, le taux de chômage chez les jeunes de moins de 25 ans s'élève en Hongrie à plus de 28%.

Le gouvernement Fidesz (Union civique) mené par le Premier ministre Viktor Orban est au fait de ces éléments, quand ils parlent de « miracle hongrois ». La réalité, c'est que beaucoup de Hongrois vivent plus mal que jamais.

Les forces pro-capitaliste en Hongrie savent très bien que notre parti propose une réelle alternative au chômage de masse, à la pauvreté et à l'oppression coloniale de la Hongrie par les multinationales.

De plus en plus de personnes se réveillent et réalisent que ce ne sont pas seulement les gouvernements capitalistes qui

sont responsables de leur sort. C'est le système capitaliste dans son ensemble qui ne fonctionne pas – au moins pour eux. Ils apprécient également le fait que les communistes hongrois se trouvent au côté des travailleurs. Notre parti a accumulé un considérable capital moral dans notre société.

Chers camarades,

Merci de votre solidarité dans notre lutte. Informez, nous vous en prions, vos adhérents de la situation hongroise et dites-leur qu'ils peuvent compter aussi sur les communistes hongrois à l'avenir.

Salutations fraternelles

UN PREMIER PAS VERS L'AMNISTIE SOCIALE

Le groupe Front de Gauche proposait hier en assemblée un vœu en solidarité aux 5 syndicalistes de Roanne. Rappelons que Le « crime » des S de Roanne se résume à avoir réalisé quelques graffitis sur un mur lors de la défense des salariés contre la réforme des retraites de Sarkozy. Ils ne doivent pas être traités comme des criminels.

Nous nous félicitons que la Région ait déclaré son soutien aux « 5 de Roanne » à travers ce vœu et réclamé la modification du code de procédure pénale concernant les tests ADN.

Le débat a confirmé que le sort des 5 de Roanne ne sera pas réglé pour autant.

Le groupe PS proposait un vœu demandant la grâce présidentielle de ces seuls 5 syndicalistes, ce qui ne serait possible qu'après que le Parlement ait voté une loi en ce sens.

En conclusion, il est démontré que seule une loi d'amnistie sera en mesure de mettre fin à l'acharnement judiciaire dont ils sont victimes.

Nous regrettons donc que les groupes PSEA et PRG et apparentés se soient associés aux votes de la droite pour refuser cette proposition.

Nous demandons l'inscription en urgence au débat de l'Assemblée Nationale de la loi d'amnistie sociale, votée par le Sénat le 27 février dernier. Son renvoi en commission ne peut pas signifier son enterrement. Les militants syndicalistes et associatifs criminalisés lors des conflits sociaux sous l'ère Sarkozy attendent probablement autre chose de la gauche...

La loi d'amnistie vise à rendre justice à ceux et celles qui ont décidé d'agir pour sauver leurs emplois et leurs entreprises. Elle vise à faire un geste en direction des salariés en lutte. Elle vise à donner raison aux militants et militantes qui ont agi pour le droit au logement et pour la dignité de tous les salariés.



L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger. Dès maintenant, faites un don en ligne.
<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=huma>